

Campagne internationale pour la libération des prisonniers politiques et d'opinion au Rwanda

COMMUNIQUÉ DE PRESSE CIC/001

Bruxelles, 1^{er} Juillet 2012

A l'occasion de la célébration du 50^{ème} anniversaire de l'indépendance du Rwanda, le Centre de Lutte contre l'Impunité et l'Injustice au Rwanda (CLIIR), et la Fédération internationale des associations rwandaises (FEIDAR) communiquent ce qui suit :

Le 1^{er} juillet 1962, le Rwanda accédait officiellement au statut d'État indépendant, rejoignant ainsi le concert des nations souveraines du monde. Cinquante années plus tard, force est malheureusement de constater que le peuple rwandais, bâillonné, croupit toujours dans la misère, sous la pire des dictatures que l'Afrique ait connues. La Démocratie rêvée par le peuple rwandais et initiée par les pères de l'indépendance n'est plus qu'un lointain souvenir. Cela se traduit par l'absence totale d'une justice équitable, le règne de l'arbitraire, la violation systématique des libertés publiques, le musellement, le harcèlement et la persécution de l'opposition, de la presse, et de la société civile.

Il est regrettable de constater que ce régime est encouragé en cela par la protection dont il jouit de la part des plus grandes nations dites *démocratiques* plus intéressées au pillage des ressources minières de la RDC qu'au bien-être des populations de la région.

Les chefs des partis de l'opposition démocratique et indépendante croupissent en prison, lorsqu'ils ne sont pas assassinés par le pouvoir en place.

Citons pour mémoire :

- Déo Mushayidi, ancien journaliste, président du PDP-Imanzi, condamné à perpétuité
- Victoire Ingabire Umuhoya, mère de famille, présidente des FDU-Inkingi, en cours de jugement
- Bernard Ntaganda, avocat, président du PS-Imberakuri, condamné à 4 ans de prison ferme
- Le Dr Théoneste Niyitegeka, condamné à 15 ans pour avoir osé défier Paul Kagame lors des élections présidentielles de 2003,
- Feu André Kagwa Rwisereka, ancien premier Vice-président du parti des Verts, dont le corps a été retrouvé décapité le 14 juillet 2010 dans la ville de Butare, à un mois des présidentielles d'août 2010.
- L'ancien ministre Charles Ntakirutinka, libéré le 1^{er} mars 2012 après dix ans d'incarcération pour avoir voulu créer un parti d'opposition, le PDR-Ubuyanja. Il avait été condamné en même temps que l'ancien président Pasteur Bizimungu, pour divisionnisme et association de malfaiteurs. Les organisations des droits de l'homme qui ont suivi son procès comme Amnesty International l'ont toujours considéré comme un « prisonnier de conscience ».
- Plusieurs journalistes et autres défenseurs des droits civiques

Déo Mushayidi, Victoire Ingabire Umuhoya, Bernard Ntaganda, Théoneste Niyitegeka et leurs codétenus journalistes défendent une **cause commune** : l'avènement de la liberté et l'établissement d'un régime démocratique au Rwanda. Ils ont en partage le même idéal de libération du peuple et sont mus par leur engagement au service de la paix et de la Justice. Le courage et la force morale sont leurs seules armes face à un pouvoir sans scrupules, autocratique, brutal, tyrannique et prédateur impénitent du droit à la vie. Nous nous devons de les défendre ensemble, avec équité et une égale solidarité.

Considérant la situation critique des droits humains au Rwanda et la persécution dont font l'objet tous les acteurs de l'opposition démocratique, les journalistes et les militants des droits de l'homme,

Gardant à l'esprit les nombreuses actions multiformes menées par les associations rwandaises ou internationales ainsi que par les partis politiques en exil, mais constatant avec regret la dispersion et la cacophonie ayant parfois marqué ces actions,

Rappelant que la dispersion de nos actions et les divisions intestines ont comme conséquence de renforcer la capacité d'oppression du régime au moment où sa crédibilité internationale est sérieusement entamée,

En ce jour historique où, à travers le monde, nos compatriotes célèbrent le 50^{ème} anniversaire de l'Indépendance de notre pays,

Nous, les signataires de la présente, convaincus qu'il n'y a pas d'Indépendance sans libertés civiles,

Exprimons notre solidarité militante et rendons un hommage appuyé au courage et à l'abnégation de Déo Mushayidi, Victoire Ingabire Umuhiza, Bernard Ntaganda, Théoneste Niyitegeka, et à l'endroit des membres de la presse, privés de leur droit d'opinion et d'expression.

Invitons les défenseurs des droits humains, les membres de la Société civile, les leaders et les membres des partis politiques, à resserrer les rangs derrière nos compatriotes dont la vie est mise en danger par les conditions inhumaines et inacceptables de leur détention arbitraire.

Afin de compléter les actions importantes déjà menées à cet égard, nous appelons toute la communauté rwandaise de la diaspora à un sursaut citoyen autour des valeurs de liberté, d'égalité, d'unité et de solidarité, pour soutenir activement la « **Campagne internationale pour la libération des prisonniers politiques et d'opinion au Rwanda** » que nous lançons en ce jour anniversaire.

Cette campagne comprendra des actions périodiques et multiformes : sit-in, manifestations, lettres aux autorités politiques des pays amis et des organisations internationales, envoi de mémorandums, de lettres de protestation, et autres actions appropriées.

S'il est vrai que la société civile doit jouer un rôle moteur dans cette campagne qui se veut d'abord civique et citoyenne, elle ne peut cependant pas prétendre en avoir le monopole.

C'est pourquoi les partis politiques sont invités à soutenir et à participer activement à cette campagne, en mettant de côté leurs divisions qui fragilisent les acquis de notre longue et noble lutte commune pour les droits du peuple rwandais.

Tant que persisteront la dictature, l'oppression, les inégalités civiles, les discriminations, l'injustice, et la négation des droits humains les plus élémentaires, nous resterons tous des prisonniers potentiels du système FPR.

Cette campagne doit renforcer notre unité et notre engagement en faveur des droits civils, aux côtés de Déo Mushayidi, Victoire Ingabire Umuhiza, Bernard Ntaganda, Théoneste Niyitegeka et des membres de la presse arbitrairement détenus par le régime de Paul Kagame.

Le Centre de Lutte contre l'Impunité et l'Injustice au Rwanda (CLIIR), représenté par Joseph Matata, présidera le Comité de coordination de la « **Campagne internationale pour la libération des prisonniers politiques et d'opinion au Rwanda** ».

Fait à Bruxelles

Le 1^{er} Juillet 2012

Joseph Matata
Président du comité de coordination
Tél/Fax : [+32.81.601.113](tel:+3281601113)
GSM : [+32.487.616.651](tel:+32487616651) (Base)
& [+32.476.701.569](tel:+32476701569) (Proximus)

Jean-Marie Ndagijimana
Porte-parole du comité
Tél : +33659222780
Email : feidar.contact@yahoo.fr